

# République et liberté

Didier Lemaire

La République Française est attaquée et elle se défend à peine. Pourquoi ?

1. Quelle est la nature de ces attaques contre la République ?
2. Quelles sont les raisons de la faiblesse de notre défense ? Aurions-nous perdu le goût de la liberté ? Aurions-nous oublié ce que nous sommes ?
3. L'école est-elle encore un lieu où se noue le lien entre République et liberté ?
4. Comment réaffirmer notre liberté ?

## I. La nature des attaques contre la République

### a) République et liberté

La République est un régime politique où le pouvoir du chef du gouvernement est limité dans le temps. Le chef de l'État est autorisé à exercer un pouvoir qui n'a pas de caractère absolu. Son pouvoir est fondé, d'une part, sur le droit, et, d'autre part, sur la volonté d'un souverain. Dans l'aristocratie, ce souverain est constitué par une caste. Dans la démocratie, ce souverain est constitué par le peuple. Le peuple n'est pas cette entité imaginaire qu'invoquent les populistes. Il ne préexiste pas à sa représentation puisqu'il est constitué par l'ensemble des citoyens.

La liberté est le fait de n'être soumis à aucune volonté étrangère à la sienne. Le pacte républicain suppose que chaque citoyen accepte de n'obéir qu'aux lois dont le peuple est le seul souverain. Ces lois sont elles-mêmes conditionnées par un principe de liberté : elles doivent, en effet, viser à garantir les mêmes droits à tous les individus et à tous les citoyens. La liberté n'est réalisable qu'à condition que tous soient égaux en droits, c'est-à-dire, en libertés. La loi n'autorise, n'interdit ou ne prescrit des actions que dans ce seul but de garantir les libertés. Elle ne prescrit donc aucune croyance ou opinion et elle n'est elle-même pas fondée sur une autorité autre que celle du peuple. En ce sens, la loi républicaine est intrinsèquement laïque.

Les républiques, et de façon plus générale, les démocraties libérales, sont des formes d'organisation politique qui correspondent à des sociétés où ce ne sont pas des groupes hétérogènes qui échangent mais des *individus*, c'est-à-dire des êtres qui ont droit au secret, qui peuvent choisir leurs croyances et leur vie (mariage, métier, fonctions sociales, mouvements, pensées, actions...). L'individu ne se définit ni par son appartenance à un groupe social, sexuel, culturel ou autre, ni par aucune identité prédéfinie. Il est libre de ses appartenances et ne s'y réduit pas car il est avant tout un être singulier, inachevé et irremplaçable. Au contraire, les sociétés tribales, régies non par la responsabilité mais par le code de l'honneur, ne connaissent ni l'individu ni la liberté politique. Les sociétés de l'individu sont nées dans le monde grec avec l'avènement de la science. Elles se sont développées sous l'impulsion du christianisme, lorsque l'humanisme réalisa la synthèse du rationalisme grec et des représentations chrétiennes d'un Dieu fait homme, fini et mortel.

#### b) Les totalitarismes

Au cours du XXe siècle, le monde libéral vacilla. Des systèmes politiques totalitaires se dressèrent contre lui pour exercer un pouvoir total sur la société au nom de la « race » ou de la « classe ». Par l'idéologie et la terreur, l'enrôlement de la science et de l'art, l'abolition de la vie privée, ils cherchèrent à supprimer l'individualité et à créer un homme nouveau.

Aujourd'hui, l'islamisme veut, une nouvelle fois, éradiquer du monde l'individu et le citoyen pour imposer son modèle d'homme. Pour lui, juifs, chrétiens, athées, « mauvais musulmans », apostats font partie d'une sous-humanité qui doit être éliminée. Pour parvenir à ses fins, ce totalitarisme s'attaque aux sociétés libérales et, plus particulièrement, à la République française, garante des libertés individuelles et politiques. Comment ? Quelles sont les stratégies de l'islamisme ?

#### 1) Le « terrorisme »

Les tueries perpétrées par les « terroristes » n'ont pas pour seul but de terroriser et d'instaurer la peur. Il s'agit de tuer le plus de gens possible dans une apothéose jubilatoire, comme au Bataclan ou à Nice, ou de viser des cibles emblématiques, comme les journalistes de Charlie hebdo ou les professeurs Samuel Paty

et Dominique Bernard, ou les deux à la fois comme lors du 11 septembre ou du 7 octobre. Ces exécutions sont d'abord des célébrations de la mort. Elles sont accompagnées de déclarations triomphantes et de photos macabres sur réseaux sociaux. Même si elles sont présentées de façon perverse comme instrumentales – « prise d'otage », « vengeance », « mouvement de résistance » –, la dimension spectaculaire de la déshumanisation doit nous faire regarder ces tueries comme des actes de génocide, quel que soit le nombre de victimes. Car ici, la violence n'est au service d'aucune fin. Elle vise le juif, le chrétien, l'athée, le Français ou l'individu libre en tant que non humains, comme « des chiens de l'enfer » n'appartenant pas à l'humanité.

## 2) Le « séparatisme »

Il s'agit, sur la base des croyances et des pratiques de piété musulmanes, d'édifier une « contre société » dont la langue, les mœurs et les lois s'opposent à aux normes de liberté et d'égalité de la République et à l'individu. Le vêtement, la nourriture, l'économie, le refus d'échanger, etc., sont autant de manière de contester les mœurs libérales, de s'attaquer aux principes de la République et de marquer son emprise sur un territoire. Le terme de « séparatisme » est un euphémisme trompeur. Il serait plus juste de qualifier cette stratégie de « sécession ». Car, en réalité, ces « territoires perdus de la République » sont les pépinières où la polarisation identitaire nourrit la haine de la liberté, de la République et des Français.

## 3) L'infiltration ou l'entrisme

Apparemment contraire à cette stratégie de fragmentation de la société, l'infiltration, prônée par les Frères musulmans, consiste, par la dissimulation et le mensonge, à conquérir le pouvoir social et politique de manière secrète et insensible. Infiltration de la presse, des universités, des écoles, de la Justice, de la police et de l'armée, des fonctions politiques... Il s'agit d'imposer progressivement les lois islamiques dans toutes les sphères de la société. Cette stratégie d'infiltration des associations, des think tanks ou même des instances politiques ou religieuses, opère par le double discours et la manipulation. Elle repose sur la perversion du droit et de la pensée. Par exemple, en présentant le voile comme une liberté individuelle, un choix, ou en affirmant que telle science est une « science musulmane », laquelle serait victime de « l'islamophobie » des non-musulmans. Cette stratégie de victimisation permet d'inverser les idéaux de liberté et de paix mais aussi

les termes de bourreaux et de victimes. Tariq Ramadan a ainsi prétendu que le tueur Mohamed Merah était le « miroir » de la France, « victime d'un ordre social qui l'avait déjà condamné, lui et des millions d'autres, à la marginalité, à la non-reconnaissance de son statut de citoyen ». Comme toutes les stratégies perverses, elle s'appuie sur la mauvaise conscience de ses victimes pour les paralyser.

#### 4) Le clientélisme

Le clientélisme consiste dans une négociation des voix d'une communauté lors d'une élection en contrepartie d'avantages. Il permet de renforcer la sécession et, conjointement, d'infiltrer les instances politiques locales et nationales. Il est rare, sinon exceptionnel, que des candidats, quelles que soient leurs couleurs politiques ou leurs convictions, y résistent parce que ces derniers se croient bien plus malins que leurs clients. Dans certains territoires, ce système peut prendre des dimensions quasi-mafieuses où des préfets ferment eux-mêmes les yeux sur ces accords entre élus et « communautés » et s'efforcent de discréditer ceux qui les dénoncent.

#### 5) L'alliance politique

Certains esprits, persuadés que la société se réduit à des rapports de domination, s'imaginent que seule une révolution peut mettre définitivement fin au mal. Dès lors, l'alliance avec d'autres ennemis de la société libérale apparaît-elle à leurs yeux justifiée et même indispensable. Lénine et Trotski ont ainsi conquis le pouvoir grâce à des coalitions scellées avec les paysans, les nationalistes ou les musulmans russes. De la même manière, certains partis, qui veulent déclencher une guerre civile pour conquérir le pouvoir, assimilent aujourd'hui les islamistes à des opprimés, victimes de « l'islamophobie », du « sionisme » ou du « capitalisme ». Les classes les plus éduquées, sans doute aveuglées par leurs croyances, n'hésitent pas à voter pour ces partis dont les alliances sont pourtant fondées sur l'antisémitisme et la haine de la liberté.

#### 6) La mondialisation de l'islamisme en France

Le financement et le soutien des islamistes en France résulte également de la volonté d'États qui cherchent à affaiblir notre pays. On sait, par exemple, quel rôle l'Arabie saoudite a joué dans le déclenchement des campagnes de voile à l'école en 1989. Des pays comme le Qatar, la Turquie, l'Algérie,

l'Afghanistan, l'Iran, la Russie exercent, par le biais de l'islamisme, un pouvoir de nuisance.

L'islamisme n'est pas un simple fanatisme religieux qui voudrait tout soumettre au religieux. Comme tous les totalitarismes, il vise d'abord à remplacer les lois humaines, c'est-à-dire des lois faites par les hommes pour les hommes, par des lois indépendantes des hommes. Ici, ce ne sont pas de prétendues lois de la nature, comme celle de la lutte des races, ni de prétendues lois de l'histoire, comme celle de la lutte des classe, qui sont invoquées mais les lois divines de la vengeance. Il est étonnant, alors que nous avons déjà l'expérience de deux totalitarismes, que nous ayons une telle difficulté à le reconnaître comme tel. Il n'y a pourtant aucune différence de nature entre l'islamisme, le nazisme et le communisme.

## **II. Les raisons de notre faiblesse**

Les raisons de la faiblesse de notre défense face à ce nouveau totalitarisme sont multiples et nombreuses. Parmi elles, l'ignorance, la crainte, la lâcheté... Trois raisons principales peuvent cependant être dégagées.

- La perméabilité des classes cultivées aux sirènes totalitaires

On peut s'interroger sur la perméabilité des classes culturellement favorisées aux idéologies totalitaires tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours. Cette perméabilité, voire cette fascination, tient peut-être à la mauvaise conscience de cette classe quasi-rentière, qui n'est pas non plus exempte de ressentiment, tant son pouvoir social et économique dépend de la redistribution des richesses produite par le travail. Les mécanismes de déni relèvent, comme Freud l'a découvert, du clivage qui permet de se défendre d'une trop forte culpabilité. Enseignants, artistes, scientifiques, journalistes, n'ont-ils pas besoin, pour profiter du prestige social que leur octroie la culture, de se donner bonne conscience ?

- L'administration néolibérale et la perte de souveraineté

Quoi qu'il en soit, dans un monde où l'administration des choses a remplacé le gouvernement des hommes et où la souveraineté populaire et nationale

se trouve affaiblie, voire parfois bafouée, la République s'efface devant l'État et ses impératifs. C'est une des raisons supplémentaires de notre difficulté à défendre nos libertés. Parallèlement, les politiques sont devenus des professionnels de la communication pour se faire élire. Une fois en poste, ils doivent gérer leur carrière et, autant que possible, le pays. Une technocratie pantouflarde s'instaure et substitue à la responsabilité politique. La culture du plan, qui suppose une vision à long terme de l'avenir de la nation, laisse place à la culture du « projet », voire au « coup de com ». Aucun politique, sinon sous la forme d'une vague promesse de changement lors des élections présidentielles, ne propose un avenir concret et réalisable à la nation.

- La perte du « sens du social » de la nation et l'oubli de ce que nous sommes

Cette perte du sens de la liberté politique, qui consiste à se donner un avenir, s'accompagne d'une perte des liens de solidarité de la nation que les services publics, en principe, assurent. Les prestations sociales sont détournées de leur finalité. Elles servent à acheter la paix sociale. Les services publics perdent leur sens national qui exprime, selon l'anthropologue Marcel Mauss, le « sens du social », c'est-à-dire, le sens de la société, du don et du contre don. Le « droit à », sans contrepartie, finit par prévaloir sur le « droit de », qui implique toujours la réciproque du devoir, et, plus encore, le sentiment d'être redevable à la société.

Cette perte du sens du social aboutit à oublier de ce que nous sommes. C'est peut-être ce qui explique notre apathie face aux attaques que nous subissons. Un mélange d'anomie, de relativisme, d'égoïsme consumériste fait que nous ne nous sentons plus concernés par notre destin et que nous regardons notre culture comme une chose du passé, tels des touristes devant un village pittoresque.

### **III. La mort de l'école républicaine**

- a) L'école républicaine, lieu de formation de soi

L'école est, en principe, le lieu de la transmission de la culture. Elle offre un cadre où chacun peut dépasser ses origines, ses opinions et ses croyances, en s'instruisant, pour se choisir soi-même.

L'invention de l'école, comme lieu d'émancipation des tutelles de l'autorité et de la tradition, est née de l'invention de la science, lorsque l'esprit humain chercha à savoir de façon nécessaire ce qu'il constatait de façon accidentelle. C'est Pythagore qui introduisit comme principe de connaissance la démonstration dans la géométrie, l'astronomie et la musique, avant que ce principe ne s'applique à la physique. La philosophie et l'estime du savoir, se sont développés à partir de cette rupture civilisationnelle inconnue des autres sociétés.

L'école de la République est le lieu où le goût de la liberté de penser s'affermir et où chacun peut se libérer de ce qui le conditionnait : famille, milieu social, culture locale et traditionnelle, religions et croyances. Elle nous apprend à mettre de côté ces déterminations que nous n'avons pas choisies pour accéder au savoir et à l'universel. A cet égard, le cours de philosophie peut apparaître comme le couronnement de l'instruction. Il permet à chaque élève d'apprendre à douter, puis à rechercher la vérité en s'instruisant des problèmes philosophiques et examinant des concepts. Il l'amène enfin à prendre conscience des illusions de l'humanité, que celles-ci soient intellectuelles, morales, existentielles ou politiques. Le courage de penser s'acquiert ainsi par la réflexion qui s'affronte à l'adversité, celle de la condition humaine, du malheur, comme celle de l'injustice ou de l'inhumanité de l'homme. Ce n'est pas seulement l'ignorance et l'erreur que la science et la philosophie surmontent, c'est aussi la peur.

#### b) L'effondrement de l'instruction

Or, l'école n'est plus aujourd'hui un lieu d'instruction qui donne à chacun la chance de devenir soi-même. D'abord, parce que les enseignants, pour la plupart, ne se sentent plus investis de la mission de transmettre un héritage, celui d'une langue commune et de la culture humaniste. Ils se positionnent plutôt comme des animateurs qui accompagnent un « parcours scolaire ». L'élève, placé au centre de la pédagogie, n'est plus tenu de s'élever au-dessus de lui-même. Il est simplement occupé et évalué.

Preuve de cette faillite, notre école se situe, en termes d'égalité, à l'avant dernier rang des pays de l'OCDE, juste devant la Bulgarie. Elle ne profite qu'aux enfants des classes privilégiées. Pour les autres, à quelques exceptions

près, elle ne permet aucune ascension. Cette inégalité est une honte pour notre nation. Notre école, au lieu d'émanciper, se contente de jouer le rôle de garderie sociale. « L'égalité des chances », promue contre l'école du mérite dans les années quatre-vingt, fut un mythe qui entérina la liquidation de la solidarité nationale.

Notre institution scolaire compte parmi les plus dispendieuses, alors que ses résultats ne cessent de décliner, que ce soit dans le domaine de la lecture, du raisonnement ou du calcul. Le budget de l'Éducation nationale est un gouffre au regard de la médiocrité de ses performances. Ce coût est dû, comme pour l'ensemble de nos services publics, à une sur-administration et à un gaspillage. Il s'accompagne du déclassement des enseignants. Plutôt que de demander toujours plus de moyens, ce qui suppose toujours plus de prélèvements, il faudrait commencer par redéfinir les missions de cette institution.

Parallèlement à la dégradation du niveau des enseignants, on observe leur mise sous tutelle par une administration chargée de faire tourner la machine, et de veiller, comme autrefois en Union soviétique, à cacher les problèmes, en particulier celui du niveau réel des élèves et celui de la pression islamiste en milieu scolaire. C'est la politique du « pas-de-vaguisme » généralisé.

L'école, qui était autrefois le ciment de la nation, le lieu où le lien entre la République et liberté se nouait et s'affermissait, n'est plus. Sans direction, dépourvue de mission, elle n'est plus capable de transmettre notre culture et c'est en raison de ses renoncements qu'elle est devenue aussi perméable à l'islamisme.

#### **IV. Comment faire revivre la République ?**

La seule façon d'agir, face à la démission des représentants de l'État, est d'amener la société civile à se mobiliser. C'est l'objectif de notre association, Défense des serviteurs de la République : 1) mobiliser les citoyens pour défendre ceux dont l'autorité, la liberté ou la sécurité sont menacées ou attaquées, 2) défendre la liberté d'expression que les islamistes et leurs alliés veulent détruire, redonner sens aux principes républicains, notamment en proposant des formations aux élus, et 3) mieux comprendre les phénomènes de sécession qui minent notre pays.

Les citoyens pourraient commencer à reprendre leur destin en main en s'engageant dans ces actions concrètes. Ce serait une façon de recouvrer le goût de l'action et de la liberté.

Les islamistes sont forts de notre faiblesse et de nos démissions. Pour les faire reculer, il faut redevenir ce que nous sommes, et pour cela, prendre conscience de ce que nous avons été.